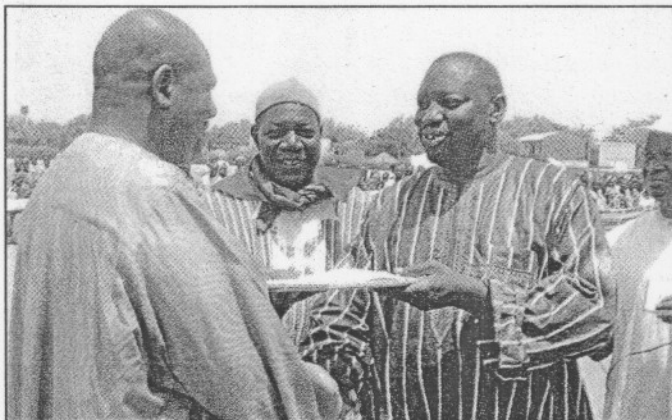


ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE Les paysans ouest-africains disent "non" à Ouaga

"Non aux Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne." C'est ce slogan qui a rythmé la marche organisée par la Confédération paysanne du Faso (CPF) et le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) le 1er juin dernier à Ouagadougou, alors que les ministres de la CEDEAO étaient en conclave dans la capitale burkinabè. A l'issue de leur marche, les organisations paysannes et les producteurs agricoles sont allés remettre aux autorités un mémorandum à travers lequel ils marquent leur refus des APE.

Par Lassina SANOU

Ouagadougou abrite du 1er au 5 juin 2007 une session ordinaire du Conseil des ministres de la CEDEAO. Entre autres sujets inscrits au menu de cette importante rencontre, les négociations sur les Accords de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. A cette occasion, la Confédération paysanne du Faso (CPF), en collaboration avec le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA) et des organisations de la société civile du Burkina, a organisé une série de manifestations dans la capitale burkinabè en vue d'interpeller et d'établir un dialogue avec les autorités nationales et sous-régionales sur les enjeux liés aux APE. C'est ainsi qu'en plus d'une marche de protestation qu'elles ont effec-



Le président du comité exécutif du ROPPA, N'Diogou Fall (à droite), remettant le mémorandum au secrétaire général du ministère de l'Agriculture

tuée dans la matinée du 1er juin, elles ont procédé à la remise d'un mémorandum aux autorités le même jour à l'issue de la marche, à la place de la Nation. A travers leur mémorandum, les organisations paysannes et les

producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest exigent des administrations et institutions de la CEDEAO en charge des négociations sur les accords com-



Bassiaka Dao, président de la CPF, a lu le mémorandum

merciaux que ne soient pas signés les APE avec l'Union européenne tant qu'un certain nombre de préalables, également contenus dans ledit mémorandum, ne seront pas garantis. C'est le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources halieutiques, Ibrahim Coulibaly, qui a réceptionné la lettre pour transmission aux autorités sous-régionales de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Selon N'Diogou Fall, président du comité exécutif du ROPPA, les APE sont fondamentalement opposés à l'esprit de la politique agricole de la CEDEAO. "Les APE, a-t-il dit, constituent la mort de l'agriculture ouest-africaine." □



Scène de circulation dans la capitale burkinabè,